

Un lot d'armes à feu saisie au nord de Bujumbura

PANA, 21/03/2009 Bujumbura, Burundi - Un lot composé de sept armes de petit calibre, vingt chargeurs garnis de munitions pour fusil de type Kalachnikov, cent cartouches et des effets militaires a été saisi lors d'une opération de fouille dans le quartier résidentiel huppé de Mutanga, dans le nord de la capitale burundaise, Bujumbura, a appris la PANA auprès de la police. Jusqu'à présent, les opérations du genre s'étaient surtout concentrées sur les quartiers populaires de la ville de Bujumbura où régnait une plus grande insécurité.

Plus de 10.000 armes légères et de petit calibre ont été récupérées en trois ans d'une campagne nationale de désarmement encore timide, les civils s'étant considérablement équipés durant la décennie écoulée de guerre civile. Selon certaines ONG locales, quelque 100.000 ménages détiendraient illégalement des armes à feu au Burundi. Une commission nationale chargée du désarmement des civils a été mise sur pied et dotée d'un budget de 30 millions de francs burundais, soit près de 300.000 dollars des Etats-Unis. La commission a également reçu 500.000 dollars du Bureau international des Nations Unies au Burundi (BINUB) pour mener à bien les opérations de désarmement et consolider la paix dans un pays qui tente difficilement de sortir de plus de 15 ans de guerre civile. Cet argent doit en principe permettre d'inciter la population à rendre les armes qu'elle détient. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza a demandé récemment à la police et à l'armée de tout mettre en œuvre pour que les armes soient vidées des mains des civils afin de permettre une tenue sereine des secondes élections générales post-conflit, prévues normalement à l'été 2010. Outre les soucis sécuritaires liés aux armes à feu détenues illégalement par des civils, le Burundi souffre de l'absence d'un cessez-le-feu global et définitif dans la guerre ouverte entre l'Etat burundais et les Forces nationales libération (FNL), dernière rébellion encore active dans ce pays. Lors d'une conférence de presse, vendredi, le ministre de la Sécurité publique, Alain Guillaume Bunyoni, a néanmoins jugé la sécurité à travers le pays "globalement bonne". Selon lui, le processus de désarmement, de mobilisation et de réintégration (DDR) des ex-combattants rebelles dans une nouvelle vie socioprofessionnelle devrait aider à l'amélioration encore plus sensible de la sécurité nationale. Plus de 3.500 des 21.000 combattants que revendiquent les FNL sur le terrain ont commencé cette semaine à quitter différentes positions clandestines de l'ouest et du sud du pays et se trouvent actuellement à Rubira, une localité du nord du Burundi où se feront les opérations de DDR prévues pour durer deux semaines.